
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. CLXXVIII.

Du Mercredi 6 Janvier 1790.

DISCOURS de M. Desmeuniers que nous avons promis dans la feuille précédente :

M E S S I E U R S ,

« L'importance de vos travaux a toujours été présente à mon esprit, & j'ai fait ce qui dépendoit de moi pour les accélérer. Si l'ardeur de mon zèle m'a quelquefois entraîné au-delà des bornes, je mérite votre indulgence par la pureté de mes intentions ; & j'ose l'assurer, je n'ai pas des juges plus sévères que moi-même.

» Chacun de nous veut être libre ; chacun de nous veut réformer les abus & établir les loix constitutionnelles, que prescrivait la justice & la raison ; mais dans une circonstance si nouvelle & si difficile, la diversité des moyens ne doit pas étonner ; & je ne craindrai pas de le dire, malheur au cœur froid qui juge avec trop de rigueur des discussions qu'anime l'amour du bien qui nous est commun à tous ; ainsi il s'agit du bonheur général & du bonheur individuel de tous les Français.

» La destinée de l'état repose sur la sagesse & la maturité de vos délibérations, & en terminant les fonctions

Tome V.

E e

honorables dont vous m'aviez chargé, permettez-moi, messieurs, d'exprimer ici des vœux pour la liberté publique, la concorde & la paix. »

M. l'abbé de Montesquieu a parlé d'une manière aussi analogue aux circonstances qu'à son caractère. Après avoir réclamé l'indulgence de l'assemblée, il a fait sentir avec intérêt que, pour achever la constitution du royaume, aussi désirée que nécessaire, l'assemblée des législateurs avoit besoin de calme dans ses délibérations. » Quoique nous ayons déjà beaucoup fait pour la chose publique, a-t-il dit, les craintes & les tranfes ne se dissipent pas encore. La patrie est en deuil... Ses ressources sont entre nos mains; mais l'union la plus parfaite peut seule la rassurer... »

Après la lecture du procès-verbal de la veille, on a fait mention de quelques dons patriotiques, & d'un grand nombre d'adresses dont quelques-unes ont été très applaudies, & dont on a demandé l'impression.

Le corps des tabletiers, tourneurs en bois de Marseille, a fait un don d'un contrat de 600 liv. qui lui sont dues par le roi, ainsi que des intérêts des deux dernières années.

M. Bouche a demandé une explication sur les pensions; il vouloit savoir si l'assemblée avoit voulu comprendre sous le nom de *fonctions publiques* les ecclésiastiques.

Cette question a été renvoyée après la lecture des adresses, faite par M. de Boufflers.

M. Fréteau a demandé qu'on exprimât dans le décret des pensions l'exception en faveur de M. Chambord & de M. d'Affai.

Le Général Louther ne doit pas faire une exception, disoit M. de Traci. »

M. Garat a répondu : » S'il est vrai, comme M. de Vimphem l'a dit dans cette tribune, que le général Louther nous avoit prouvé ses talens en nous battant dans la dernière guerre, cette pension me paroît un contrat sacré.

C'est une capitation , disoit M. d'Orthan ; il nous a fait beaucoup de mal ; il auroit pu nous en faire davantage. Il s'agit d'exécuter des conventions qu'une nation doit respecter. »

» M. Louther est un grand militaire , s'est écrié M. Dambli ; il seroit honteux pour la nation françoise de méconnoître des engagemens solennels. »

M. l'abbé Mauri a réclamé en faveur de la veuve de M. Coadic , & il a été applaudi. Ce petit succès dû au nom d'un marin célèbre , l'a engagé à demander que tous les officiers étrangers fussent aussi exceptés ; il se fondoit sur des services & des espèces de traités : il a terminé son oraison ; en demandant que le nouveau comité fût nommé dans le jour.

M. le prince de Poix a dit qu'il ne s'opposoit point à ce que M. de Louther conservât sa pension ; mais qu'il ne croyoit pas qu'il dût avoir quelque préférence à cet égard sur M. le maréchal de Ségur , qui , n'ayant aucune fortune personnelle , avoit eu le bras emporté , & un coup de fusil au travers du corps.

M. du Châtelet réclamoit aussi pour madame la maréchale de Mury , qui étoit étrangère.

M. l'abbé Gouttes a parlé avec force pour l'exception du général Lukner.

M. de la Chaise vouloit qu'on renvoyât toutes ces demandes au comité qu'on alloit établir. On a mis aux voix l'exception en faveur du général Lukner.

L'ajournement a été demandé ; on est allé aux voix ; & il a été prononcé.

M. Target a dit qu'il falloit ajouter au décret , ces mots : *mille écus par an* , comme nécessaires à la disposition de l'article premier.

M. l'évêque de Clermont proposoit de payer les dettes des pensionnaires , puisqu'on en différoit le paiement : cette demande n'a eu & ne pouvoit avoir aucun succès.

M. le président ayant ensuite rendu compte à l'assemblée de la députation au roi , qui avoit été décrétée à la séance précédente , a fait lecture du discours qu'il a prononcé devant sa majesté.

Le voici :

S I R E ,

« L'assemblée nationale nous a députés vers votre majesté , pour vouloir bien fixer elle-même la portion des revenus publics que la nation desire consacrer à l'entretien de votre maison , à celle de votre auguste famille , & à vos jouissances personnelles ; mais en demandant à votre majesté cette marque de bonté , l'assemblée nationale n'a pu se défendre d'un sentiment d'inquiétude que vos vertus ont fait naître : nous connoissons , Sire , cette économie sévère qui prend sa source dans l'amour de vos peuples & dans la crainte d'ajouter à leurs besoins ; mais qu'il seroit déchirant pour vos sujets le sentiment qui vous empêcheroit de recevoir les témoignages de leur amour ! Vous avez cherché votre bonheur dans celui de vos peuples ; permettez qu'à leur tour ils placent leurs premières jouissances dans celles qu'ils viennent vous offrir ; mais si nous ne pouvons vaincre par nos desirs la touchante sévérité de vos mœurs , vous daignerez du moins accorder à la dignité de votre couronne , l'éclat & la pompe , qui , en ajoutant à la majesté des loix , devient pour vos peuples un moyen de bonheur. Vous le savez , Sire ; ils ne peuvent-être heureux que par le respect des loix ; & la majesté du trône en est inséparable. La classe la plus infortunée jouira sur-tout de la majesté du trône ; car la plus voisine de l'oppression est la plus intéressée au maintien des loix. Ainsi c'est pour le bonheur de vos peuples que nous venons contrarier ces goûts simples & ces mœurs patriarcales , qui vous

ont mérité leur amour, & qui montre aux nations l'homme le plus vertueux & le meilleur des rois ».

Le roi a répondu :

» Je suis sensiblement touché de la délibération de l'assemblée nationale, & des sentimens que vous me témoignez de sa part ; je n'abuserai point de sa confiance, & j'attendrai pour, m'expliquer à cet égard, que par le résultat des travaux de l'assemblée, il y ait des fonds assurés pour le paiement des intérêts dus aux créanciers de l'état, & pour suffire aux dépenses nécessaires à l'ordre public & à la défense du royaume. Ce qui me regarde personnellement & dans la circonstance présente, est la moindre de mes inquiétudes ».

La réponse de sa majesté a fait sur l'assemblée la plus grande impression. Trois fois des acclamations de *vive le roi*, mêlées de nombreux applaudissemens, se sont faites entendre ; c'est assez bien répondre à ces calomnies absurdes, tant de fois respectées dans des écrits incendiaires contre les représentans de la nation.

Vos objets sont-ils remplis, a dit M. Guillaume ? Votre comité a-t-il des bases fixes pour faire le département de la maison du roi ?..... On a réclamé l'ordre du jour que l'assemblée a témoigné vouloir reprendre.

M. Bouche a proposé un projet de décret très-court, & il a commencé ainsi :

« L'assemblée nationale a décrété que les revenus des bénéficiers absens..... A ce dernier mot une grande rumeur a interrompu l'orateur, qui a repris enfin en ces termes :

L'assemblée nationale a décrété que les revenus des bénéficiers absens du royaume, sans mission du gouvernement pour vaquer aux affaires de l'état, lesdits revenus provenant de leurs bénéfices, seront arrêtés & versés dans le trésor public ».

Et 2

A la caisse de l'extraordinaire, s'est écrié M. Dupont de Nemours.....

« Les bénéficiers français expatriés, a dit M. l'abbé Grégoire, sont absens, ou par pusillanimité, & notre décret provoquera leur retour en les mettant sous la protection de la loi, ou par la crainte de partager les dangers de la patrie dans ce moment d'orage, & alors ils ne doivent pas en partager les avantages; ou par anti-patriotisme, & alors nous ne devons pas d'égards à ceux qui feroient allés dans des terres étrangères cacher leur honte & l'argent de la France. S'ils sont bénéficiers à charge d'ames, ils doivent résider; s'ils ne sont point à charge d'ames, ils sont dans le même cas que les pensionnés qui ont émigré ».

Je ne suis lié avec aucun des bénéficiers absens, a dit M. l'abbé Mauri; quels sont les dangers qui vous menacent? S'ils sont généraux, je ne les connois pas; s'ils sont individuels, la loi doit en garantir. S'est-on éloigné du royaume pour conspirer contre lui?... Oui, se sont écriés quelques membres.... Mais, a repris l'orateur, vous ne devez que les plaindre & non les persécuter, ou les appeller sous le fer des assassins. Une loi respectable de cette assemblée a consacré le droit d'aller & de venir. Lorsque Louis XIV défendoit les émigrations des protestans, cet acte fut dénoncé à toute l'Europe comme un acte de tyrannie. J'insiste sur ce que, heureusement, le nombre des absens n'est pas grand..... Des raisons de santé (& le motif doit intéresser des hommes sensibles) obligent quelques personnes à aller sous des climats plus tempérés. M. l'archevêque de Paris n'a-t-il pas reçu des lettres anonymes? Je me plais à rendre hommage à ce digne prélat, en regrettant qu'il n'aie pas fait comme moi, qu'il n'aie pas bravé cent lettres anonymes: ses vertus doivent nous empêcher de délibérer sur la motion de M. Bouche.

» M. l'abbé Mauri, a répliqué M. Camus, a eu besoin des vertus d'un prélat pour s'opposer au décret le plus sage & le plus juste. M. l'archevêque de Paris appartient à l'assemblée; il en a un passe-port, & ses décrets ne le regardent pas. Je défens la cause de la loi; c'est tout ce que doit défendre le législateur. Il faut savoir ce que nos ordonnances prononcent contre les bénéficiers absens du royaume. Les ordonnances de Blois & d'Orléans défendent aux ecclésiastiques qui ont des fonctions publiques de sortir du royaume. C'est ici le cas de les exécuter. La déclaration des droits ne décide pas qu'un homme qui a des fonctions publiques, puisse conserver absent une place qui lui impose des devoirs & des fonctions à remplir; il faut qu'il quitte son bénéfice s'il veut sortir du royaume. Quant aux loix de Louis XIV, il s'agissoit des propriétés des particuliers: il s'agit ici des propriétés publiques & assignées pour des fonctions utiles.»

M. Camus a étendu ensuite sa motion à l'ordre de Malte.

M. de Cuffine a demandé que, si dans quatre mois les bénéficiers absens du royaume n'y sont pas rentrés pour s'occuper des fonctions qui leur sont confiées, ils seront privés de leurs bénéfices.

M. Regnaud a pris la défense de l'ordre de Malte, « Il est impossible de les comprendre dans ce décret, a-t-il dit; ils sont attachés par les loix de l'honneur & de la religion à un service qui les appelle hors du royaume.»

Point de loix pénales, disoit M. Bouchotte, contre des hommes qu'une crainte mal fondée a éloignés pour un moment; jamais Français ne quitta sa patrie sans avoir l'esprit de retour.

M. Mongin de Roquefort s'est aussi déclaré le défenseur de l'ordre de Malte; mais il adoptoit la motion de M. Bouche, en ajoutant que le bénéficié qui va dans une terre

étrangère consumer des fruits destinés aux pauvres, doit en être privé.

« Je ne vous rappellerai pas, messieurs, la déclaration des droits, a dit M. d'Espréménil; je n'insisterai pas sur les motifs de l'absence de plusieurs Français; je m'attacherai seulement au principe cité par M. Camus.

Les ordonnances de Blois & d'Orléans défendent, il est vrai, aux bénéficiers de sortir du royaume; mais elles ne disent pas que les revenus puissent être mis en sequestre. »

On voit que l'orateur vouloit établir une espèce de controverse judiciaire.

« On vous propose, a-t-il ajouté, de rendre un jugement pénale; mais si les loix sur l'absence sont du ressort de l'assemblée nationale, les droits des absens sont du ressort des tribunaux.

Quand M. l'archevêque de Paris vous dira que MM. Bailli & de la Fayette lui assurent que sa vie n'étoit pas en sûreté, vous déciderez alors que son absence est légitime. Si nous pouvions parcourir de même les motifs des autres absens, vous verriez qu'ils sont justes. « L'orateur a prétendu à ce sujet, que l'absence de M. l'archevêque de Sens avoit aussi des raisons légitimes d'absence, puisqu'étant cardinal, il est attaché à la cour romaine. Seroit-il vrai que l'esprit de corps est plus puissant que la vengeance personnelle ? ou bien le législateur a-t-il fait évanouir le magistrat ? C'est ce que nous n'examinerons pas : nous nous contenterons de rapporter la péroraison de M. d'Espréménil.

C'est aux juges, disoit-il, à réclamer la loi; c'est au législateur à la tempérer par la justice, & ce sont ces principes d'éternelle justice que je réclame : enfin est-ce une loi qu'on propose ? conformez-la à la déclaration des droits : est-ce un jugement ? vous n'êtes pas un tribunal; vous ne pouvez pas prononcer ».

C'est M. l'abbé Mauri qui a succédé à M. Despréménil à la tribune ; mais comme il parloit pour la troisième fois, M. Fréteau a observé que le même orateur ne pouvoit pas avoir plusieurs fois la parole sur la même matière.

M. Roederer a saisi cet instant, pour dire que la motion de M. Camus n'étoit pas nécessaire après les dispositions du décret déjà rendu.

M. Casalès rejettoit la motion à cause des circonstances, sauf à la reprendre quand le royaume sera plus calme.

« C'est précisément dans les circonstances actuelles que tous les citoyens doivent être à leur porte, a répliqué M. Chapelier. Les dépositaires des fonctions publiques n'ont de revenus qu'à raison de ces mêmes fonctions ; ils doivent donc les perdre s'ils sortent du royaume. C'est d'ailleurs un devoir pour nous de les rappeler ; & quand ils viendront à la voix des représentans de la nation, ils seront plus en sûreté que ceux qui les rappellent.

« Pourquoi donc propose-t-on la question préalable ? Le séjour des absens dans le royaume y auroit conservé l'abondance ; ils auroient travaillé à la paix publique. J'appuie la motion de M. Bouche ».

Alors M. Casalès a réclamé un décret pour mettre les fugitifs étrangers sous la sauve-garde des loix ; mais quelques voix ont répondu que tous les citoyens étoient sous cette sauve-garde.

« On vous propose d'enfreindre la déclaration des droits pour une spéculation de finance, disoit M. de Foucaud ; on vous a cité les ordonnances d'Orléans & de Blois ; mais à cette époque il n'y avoit ni lanterne, ni bayonnettes.

Osera-t-on dire ensuite que les membres de l'assemblée ne sont pas libres dans leur opinion ?... La discussion ayant été fermée, la question préalable demandée sur la motion principale, a été rejetée ; la motion de M. Bouche & les amendemens proposés par MM. Martin, Cusine, l'abbé

Texier , l'abbé de Bonneval & Camus , ayant été lus ; M. l'abbé Latil a demandé la question préalable sur tous les amendemens ; mais M. de Montlausier vouloit qu'on la posât successivement sur chaque amendement ; c'est ainsi que la délibération se compliquoit à chaque instant. Cependant on est parvenu à faire une épreuve sur l'amendement de M. Martin , qui vouloit que les procureurs généraux fussent tenus de faire les monitions nécessaires avant de séquestrer les revenus , & cet amendement a été rejeté. Le même sort étoit destiné à ceux de MM. de Custine , l'abbé Texier & l'abbé de Bonneval. Ce dernier demandoit six mois pour les absens du royaume , & un décret qui les mît sous la sauve-garde de la nation.

L'amendement de M. Camus a été accueilli ; il portoit que les revenus des bénéfices , dont les titulaires sont hors du royaume , seront mis en séquestre ; alors M. Casalès a proposé que le décret n'eût son effet que trois mois après sa publication.

Un autre membre a proposé de borner le décret aux bénéfices à charge d'ames ; ce qui a été rejeté.

M. Foucault a pris occasion de soutenir cet amendement ; pour dire qu'il étoit faux que MM. de Lambesc & de Bénéval eussent été payés de leurs pensions ou de leurs traitemens.

Nous ne rapportons ces ennuyeux détails que pour prouver les obstacles que le bien éprouve toujours ; aussi M. de Mirabeau n'a-t-il pu s'empêcher de s'écrier , qu'on se plaignoit du tumulte scandalieusement dérisoire que cette délibération occasionnoit.

M. de la Galissonnière alloit répondre , lorsqu'on est allé aux voix sur les amendemens de MM. Casalès & Camus , qui ont été adoptés.

M. Martinau a observé qu'il étoit assez inutile de décréter

le séquestre des revenus, si l'on ne prononçoit qu'ils seroient versés dans la caisse de l'extraordinaire.

A peine cette motion appuyée par M. Gaffendi, a-t-elle été faite, qu'une certaine partie de l'assemblée a empêché l'orateur de continuer.

« Il y a une destination plus sacrée de ces revenus, a dit M. Prieur, c'est de les employer, par le moyen des caisses de département, à des travaux de charité. »

M. Target a dit qu'il falloit ajouter ces mots : *ceux qui sont absens sans permission du roi antérieure au décret.*

On est allé aux voix ; quelques membres ont trouvé l'épreuve douteuse : M. le président proposoit de la renouveler, ce qui eût épargné un temps précieux ; mais plusieurs nobles ont réclamé l'appel nominal avec chaleur, & on a été obligé d'y procéder sur la question de savoir s'il suffiroit d'avoir une permission du roi, ou s'il falloit une mission du gouvernement.

Le rescensement des voix a été favorable à l'opinion de ceux qui exigeoient une mission du gouvernement, & la majorité de cet avis a été considérable.

Enfin on a mis aux voix la motion principale, qui a produit le décret suivant.

« L'assemblée nationale a décrété :

» Que les revenus des bénéfices dont les titulaires sont absens du royaume, & le seront encore trois mois après la publication du présent décret, sans une mission particulière antérieure à ce jour, seront mis en séquestre. »

N. B. Nous avons omis, à cause de l'abondance des matières, dans la séance du 31 décembre, un trait de patriotisme aussi digne du dix-huitième siècle que de l'homme célèbre qui en est l'auteur. M. l'abbé Raynal, après avoir été l'apôtre & presque le martyr de la liberté, est devenu le bienfaiteur de l'agriculture ; aussi ses derniers jours auront été les témoins d'une révolution préparée

par son génie , & les prix qu'il a fondés ne peuvent manquer de vivifier les campagnes.

Tel est le sujet de la motion que fit M. Bouche.

« M. l'abbé Raynal, dit-il , après avoir donné l'année dernière aux académies française , des sciences & des inscriptions , une somme de soixante-douze mille livres pour fonder des prix propres à encourager les lettres , les sciences & les arts , venoit de faire un établissement dans la haute-Guyenne pour les progrès de l'agriculture ; qu'il avoit donné à l'assemblée provinciale vingt-quatre mille livres , produisant annuellement douze cent livres qui devoient être distribuées , avec une médaille d'argent , aux douze cultivateurs les plus laborieux de la province.

Ce député a prié l'assemblée d'ordonner que le modèle de cette médaille , dont il étoit porteur , seroit déposé dans ses archives comme un hommage civique que M. l'abbé Raynal faisoit à la nation.

L'assemblée nationale a décrété que le modèle de la médaille établie pour prix annuel & perpétuel , en faveur des cultivateurs laborieux de la haute-Guyenne , par M. l'abbé Raynal , sera déposé dans ses archives , en témoignage de l'approbation qu'elle donne à cet utile & touchant établissement.

Demain point de feuille.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs , dont l'abonnement finit au cent-quatre-vingtième numéro , sont priés de renouveler , afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal , N^{os}. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.